

Séminaire 2018-2019

Perspectives comparatives sur les droits des peuples autochtones

coordonné par :

Irène Bellier, Directrice de Recherche au CNRS (IIAC-LAIOS)
Emmanuelle Ricaud Oneto, doctorante à l'EHESS (IIAC-LAIOS)

9 mai 2019, de 9h à 13h

Salle 13, 105 bd Raspail 75006 Paris

SYSTEMES ALIMENTAIRES AUTOCHTONES ET SOUVERAINETE ALIMENTAIRE



Intervenant.e.s :

Saul Vicente Vásquez

Membre du Comité de coordination
du mécanisme de la société civile et
des peuples autochtones, Comité de
la sécurité alimentaire mondiale
(CSA)

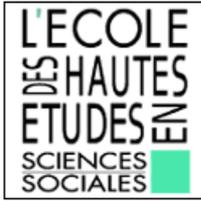
Emmanuelle Ricaud Oneto

Doctorante à l'EHESS, LAIOS-IIAC

Franklin Baniwa

Doctorant à l'Université de Brasilia,
Brésil.

Photo : Emmanuelle Ricaud Oneto, 2017, Femme
napuruna préparant du piment à la cacahuète



JUST-IP



Résumés des interventions

SAUL VICENTE VASQUEZ

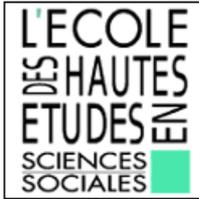
La lutte pour la souveraineté alimentaire des peuples autochtones et les mouvements sociaux à l'échelle internationale

Le Conseil international des Traités Indiens (IITC) a conduit un travail de plaidoyer pour le droit à l'alimentation des peuples autochtones sur le plan international. Celui-ci a eu une incidence particulière à la FAO, coïncidant avec les mouvements de producteurs d'aliments qui luttent également pour le droit à l'alimentation. Dans ce processus de confluence, ils ont élaboré leur concept de souveraineté alimentaire et ont eu un impact important, en particulier à la Food and Agriculture Organization (FAO) aux Nations unies, au sein du Comité de sécurité alimentaire mondiale (CSA) et du Conseil des droits humains de l'ONU. Cette communication traitera de l'articulation d'une plateforme d'action au niveau international afin d'attirer l'attention sur la fragilisation du droit à l'alimentation face à l'imposition d'un modèle industriel de production qui considère les aliments comme des marchandises. De nombreuses années ont passé depuis le lancement de ces mouvements : des progrès importants ont eu lieu comme la réforme du CSA en 2009, des espaces de participation pour les mouvements sociaux et les peuples autochtones ont été ouverts, divers thèmes ont pu être inscrits à l'agenda : la pêche artisanale, l'agroécologie, l'approbation des directives sur la tenure foncière et la participation des mouvements sociaux aux conférences régionales de la FAO... Cependant, le défi de faire face au modèle de production agroindustriel actuel, à partir de la notion de souveraineté alimentaire et pour un modèle durable de production agroécologique d'aliments et la reconnaissance au sein de ces espaces multilatéraux de l'alimentation comme un droit humain, est énorme.

EMMANUELLE RICAUD ONETO

Enjeux d'un programme d'alimentation scolaire vis-à-vis des systèmes alimentaires autochtones. Le programme *Qaliwarmá* en Amazonie péruvienne

*Au regard de la mise à l'agenda mondial de politiques visant la sécurité alimentaire depuis les années 1990, le gouvernement péruvien a mis en place un programme de repas scolaires nommé *Qaliwarmá* (« enfant vigoureux » en quechua) en 2012. À la suite d'une résolution ministérielle stipulant, en 2014, l'existence d'une corrélation entre extrême pauvreté et autochtonie en Amazonie, ce programme est distribué en priorité aux enfants des communautés autochtones d'Amazonie. Dans un premier temps, nous présenterons brièvement les systèmes alimentaires de deux peuples voisins : les *Majjuna* (Tukano occidentaux) et les *Napuruna* (Quichuaphones) pour souligner ensuite les enjeux que ce programme soulève en termes politiques via l'assignation du statut de pauvreté et au regard du concept de la souveraineté alimentaire, les aliments distribués étant essentiellement issus d'autres régions et produits par des multinationales ou de grandes entreprises nationales.*



JUST-IP



FRANKLIN BANIWA

Capitalisme dans les communautés autochtones : impacts sur la pêche, la chasse et l'alimentation du peuple Baniwa à São Gabriel da Cachoeira – Amazonas (Brésil)

Nous parlerons, dans le cadre de ce séminaire, du « capitalisme dans les communautés autochtones » pour nous concentrer sur les effets de ce système sur les pratiques traditionnelles de pêche et de chasse. L'objectif consiste à analyser ces impacts chez les Baniwa, les conséquences sur leur alimentation et leur sécurité alimentaire. Chaque année, l'économie croît dans les communautés, générant l'acquisition de matériaux technologiques pour la pêche et la chasse. Ce processus est perçu de manière générale comme un développement social et économique mais des conséquences préoccupantes émergent avec la pénurie de poisson et de gibier. Pour la surmonter, les familles ont recours à des produits industriels. La consommation importante de tels produits a des conséquences sur la santé, tels le diabète, l'hypertension artérielle, la vermineuse et autres maladies, peu courantes auparavant. Cette situation fait craindre l'émergence dans un futur proche d'un déséquilibre environnemental et social, qui concerne la sécurité alimentaire. En ce sens, la conscientisation via l'éducation alimentaire ainsi que l'usage modéré de technologies de pêche et de chasse semblent nécessaires.

Saul Vicente Vasquez et Franklin Baniwa interviendront en espagnol – (traduction possible)

Pour préparer le séminaire... conseils de lecture (textes disponibles sur l'ENT (EHES) et sur demande : emmanuelle.ricaud-oneto@ehess.fr)

1) Systèmes alimentaires autochtones et alimentation scolaire

Kuhnlein H.V., B. Erasmus B. et Spigelski D. (éds). 2009. *Indigenous Peoples' food systems: the many dimensions of culture, diversity and environment for nutrition and health*, Rome, FAO. URL: <http://www.fao.org/3/i0370e/i0370e00.htm>

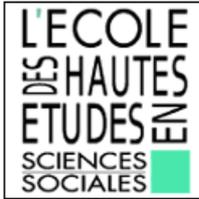
Ricaud Oneto E. à paraître. "Manger : une affaire d'État ? Ambiguïtés du programme d'alimentation scolaire Qaliwarma en Amazonie péruvienne", *Socio-anthropologie*, 39.

2) Peuple Baniwa en Amazonie brésilienne : systèmes alimentaires, autonomie politique et économique

Baniwa F. 2016. *Desenvolvimento sustentável e autonomia política social e econômica do Povo Baniwa, Brasil*. COMBIOSERVE Conference Proceedings.

Estorniolo M. 2018. « Prendre soin des maniocs et séduire les poissons », *Techniques & Culture*, Suppléments au n°69. URL : <http://journals.openedition.org/tc/8945>

Wright R. 1992. "História indígena do noroeste da Amazônia: hipóteses, questões e perspectivas", in Carneiro da Cunha M. (org.), *História dos Índios do Brasil*, p. 253-266.



JUST-IP



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Séminaire coordonné par Irène Bellier et Emmanuelle Ricaud Oneto

Jeudi de 9 h à 13 h (salle 13, 105 bd Raspail 75006 Paris), les 29 novembre 2018, 31 janvier, 14 février, 11 avril, 9 mai et 13 juin 2019

À la suite des travaux réalisés dans le cadre du projet ERC/SOGIP sur les échelles de la gouvernance, depuis l'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA 2007), nous poursuivons la réflexion sur les articulations entre « questions autochtones », développement du/des droits et « processus globaux ». Les changements juridiques, politiques et sociaux découlant de cet instrument international font partie des évolutions d'un ordre global sensibilisé aux problèmes des peuples autochtones. Les caractéristiques de la gouvernance mondiale, les consensus et les contradictions sur lesquels s'appuie la gouvernance des questions autochtones comme les résistances qu'elle rencontre, mettent en tension ce qui s'observe dans les villages, les communautés ou encore dans les « lieux » apparemment « neutres » des institutions où sont prises les décisions globales.

Dans une perspective comparative et à partir d'études de cas contextualisées, nous suivons les processus de reconnaissance légale, les impacts des politiques de « développement », les conflits de territorialité mais aussi les défis que pose la production des connaissances sur les autochtones, les savoirs autochtones, et la participation des autochtones à la prise de décision sur les affaires qui les concernent. Nous nous intéressons aux acteurs politiques se reconnaissant autochtones (organisations et individus), à leurs positionnements dans les scénarios de gouvernance planétaire, à l'impact des méga-agents du changement (parmi lesquels les firmes transnationales, les industries extractives). Le séminaire 2018-2019 s'appuiera sur les travaux du Réseau thématique international CNRS (RTI-JUSTIP Justice et Peuples autochtones) coordonné par Irène Bellier.

Si vous souhaitez recevoir les nouvelles du séminaire, veuillez envoyer un mail à : ibellier@ehess.fr
Pour plus d'informations : <http://www.sogip.ehess.fr/>; <https://justip.hypotheses.org>

PROCHAINE SEANCE

13 juin : Violence envers les femmes autochtones

Rosalva Aida Hernandez Castillo (Professeure, CIESAS)

Sofia Dagna (Doctorante à l'EHESS, LAIOS-IIAC)